

Transition énergétique en France

Qu'attendre du nouveau gouvernement?

Le 5 octobre 2017 de 8h00 à 14h00

Lieu : Palais Bourbon – Salle Victor Hugo
101 Rue de l' Université, 75007 Paris, France

Le paquet législatif « Une énergie propre pour tous les Européens » est la réponse de l'UE à l'accord de Paris sur le climat qui définit les politiques énergétique et climatique de l'Union pour 2030.

Alors que le paquet est en cours de discussion au sein des institutions européennes pour son adoption finale, EURACTIV vous invite à un débat centré sur la position unique de la France au cœur de la politique énergétique et climatique européenne.

Dotée d'un nouveau gouvernement, la France est-elle prête à jouer un rôle de premier plan pour faire progresser la diplomatie climatique de l'UE ?

Rejoignez-nous pour une demi-journée de débats organisés autour de trois grands thèmes:

Session 1: Villes intelligentes et transition énergétique

Session 2: Révision de la directive sur les énergies renouvelables, quelle place pour les biocarburants?

Session 3: La France, championne d'un futur décarboné? Quel rôle pour l'énergie solaire?

PARTENAIRES DE L'ÉVÉNEMENT:



PARTENAIRES MEDIA:



POUR PLUS D'INFORMATIONS, MERCI DE CONTACTER:

Adrien Dufour

Adrien.dufour@euractiv.com

+33 175 612 502



Suivez le débat avec
le hashtag

#eaDebates

Intervenants

Maroš Šefčovič, vice-président de la Commission européenne en charge de l'Union de l'énergie

M. Roland Lescure, Président de la commission des affaires économiques

Mme Barbara Pompili, Présidente de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire

PROGRAMME

08:00 – 08:30 Enregistrement et accueil

08:30 – 10:15 Introduction & Session 1
(page 2)

10:15 – 10:30 Pause café

10:30 – 11:45 Session 2 (page 4)

11:45 – 12:00 Pause café

12:00 – 13:15 Session 3 (page 5)

13:15 – 15:00 Buffet

Événement en français – Interprétation en anglais disponible

Séance 1:

Villes intelligentes et transition énergétique

La transition énergétique a une dimension cruciale dans l'Union de l'énergie et dans le paquet législatif « Une énergie propre pour tous les Européens », présenté par la Commission en novembre 2016.

Le réseau de distribution est ainsi placé au cœur des mesures afin d'intégrer efficacement l'énergie produite localement, en particulier les énergies renouvelables (90 % des énergies renouvelables sont connectées au réseau de distribution à proximité des sites de consommation). Pour devenir un réseau intelligent, le réseau de distribution devient une interface numérique, de laquelle les villes intelligentes de demain émergeront et les consommateurs deviendront des « acteurs-consommateurs » (grâce notamment à l'interface de compteur intelligent).

Ce défi est important non seulement pour les réseaux de distribution, mais aussi pour l'Europe, car il concerne l'économie, l'industrie, l'environnement et la technologie (développement de nouveaux moyens de production, rénovation massive des bâtiments, invention de nouveaux modèles énergétiques au niveau local) ainsi que pour l'ensemble de la société (défi sociétal pour accepter les changements de style de vie).

La transition énergétique est un défi pour les entreprises de réseaux, en rendant leurs spécifications plus complexes. Les systèmes ne se limitent plus aux grandes unités de production (centrales électriques) ou d'importation (terminaux de GNL) mais intègrent également des myriades de petites unités (éoliennes, photovoltaïques, biogaz, etc.) sur l'ensemble des territoires, ce qui bouleverse l'ancienne cartographie. Ces énergies renouvelables sont très généralement connectées à des réseaux de distribution (et non pas au réseau de transport comme les grandes unités) qui n'ont pas été conçus ni dimensionnés pour cette fonction de collecte. Le rôle des réseaux de distribution est crucial, car, dans le même temps, de nouveaux usages se développent, comme les véhicules électriques.

- Le paquet hiver est-il le bon allié de la transition énergétique en cours?
- À quoi ressemble le réseau électrique du futur?
- Comment le réseau du futur pourrait-il contribuer à l'essor de villes et consommateurs intelligents ?
- Comment les villes, les services publics et les acteurs privés intègrent-ils le marché de l'énergie intelligente dans les villes ? La France peut-elle être considérée comme un leader dans ce domaine ?

Introduction : Maroš Šefčovič, vice-président de la Commission européenne

Modératrice : Aline Robert, rédactrice en chef d'EURACTIV.fr

Intervenants :

- Michel Derdevet, secrétaire général et membre du directoire d'Enedis
- Mme Anne Bringault, CLER - Réseau Action Climat France
- Krišjānis KARIŅŠ, Parlement européen (intervention vidéo)
- Claude Turmes, Eurodéputé
- Gérard Wolf, président de la Task Force villes durables à MEDEF International

Session 2:

Révision de la directive sur les énergies renouvelables, quelle place pour les biocarburants?

Le paquet législatif de la Commission européenne sur l'énergie propre pour tous les Européens a été présenté en novembre 2016 et fait l'objet de discussions au Parlement européen. Basé sur l'engagement de l'UE à réduire les émissions de CO2 d'ici 2030, le paquet vise également, entre autres, à accélérer l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables.

RED II prévoit une réduction de 50 % des biocarburants de 1^{ère} génération utilisés dans les transports d'ici 2030. Cette mesure vise à promouvoir les biocarburants de deuxième génération, même si leur capacité de production n'est pas encore suffisante et que des recherches plus poussées seraient nécessaires.

- S'agit-il d'une véritable innovation dans la chaîne d'approvisionnement énergétique française?
- L'objectif Horizon 2030 de l'UE peut-il être atteint en réduisant la consommation de biocarburants dans les transports jusqu'à 3,8 % alors que la France en utilise déjà 7 %?
- Quel est l'impact de cette proposition européenne sur la croissance et l'emploi en France?
- Une période de mise en place progressive serait-elle une approche plus pragmatique dans la transition entre les biocarburants de 1^{ère} et 2^{ème} génération?

Introduction : Roland Lescure, président de la commission des affaires économiques

Modérateur : Patrice Moyon, Ouest-France

Intervenants :

- Pierre Cannet, Responsable du programme Climat, Énergie et Villes Durables, WWF France
- Michel Dantin- eurodéputé PPE (vidéo)
- Thomas Pellerin Carlin, chercheur, Institut Jacques Delors
- Megan Richards, Directrice de la politique énergétique – DG Energie de la Commission européenne
- Sébastien Windsor, Agriculteur, président de Terres Inovia et administrateur de la Fédération française des producteurs d'oléagineux et protéagineux

Session 3:

Session 3: La France, championne d'un futur décarboné? Quel rôle pour l'énergie solaire?

L'UE peut réduire sa dépendance à l'égard des importations de combustibles fossiles et rendre sa production d'énergie plus durable en utilisant davantage d'énergies renouvelables pour répondre à ses besoins énergétiques. L'énergie renouvelable peut être produite à partir d'une grande variété de sources, comme l'énergie solaire, hydroélectrique, géothermique, éolienne, marémotrice et la biomasse.

L'industrie des énergies renouvelables est également le moteur de l'innovation technologique et de l'emploi en Europe.

Le solaire n'est plus considéré comme une « nouvelle énergie » mais comme un élément essentiel de la production fiable d'électricité. Le photovoltaïque a également démontré qu'il pouvait concurrencer, sans subventions, pratiquement toutes les technologies de production d'électricité conventionnelles, même dans les régions du monde les plus riches en hydrocarbures.

Avec plus de 7 gigawatts de capacités photovoltaïques, la France est déjà un acteur mondial important. Depuis qu'elle a remplacé son programme de tarifs de rachat garantis par un système d'approvisionnement fondé sur des appels d'offres, le pays a clairement tracé la voie vers l'objectif de 32 % de production d'énergie à partir de sources renouvelables d'ici 2030.

- Que peuvent faire les entreprises pour suivre le rythme de mutations technologique, économique et commercial dans une industrie aussi perturbatrice que le solaire photovoltaïque? Cette tendance mondiale est-elle durable d'un point de vue économique?
- Le paquet « une énergie propre pour tous les Européens » peut-il servir d'outil pour rétablir la position dominante de l'Europe dans le secteur de l'énergie propre?
- Comment le système d'appels d'offres français pourrait-il être amélioré et reproduit dans d'autres pays de l'UE?

Introduction : Barbara Pompili, présidente de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire

Modérateur : Giulietta Gamberini, La Tribune

Discours d'introduction : Mark Widmar, PDG de First Solar

Intervenants :

- Xavier Barbaro, PDG NEOEN France
- Paolo Frankl, Agence internationale de l'énergie
- Virginie Schwarz, directrice de la direction de l'énergie, ministère de la transition énergétique et solidaire